

LISTE DES PUBLICATIONS / VERÖFFENTLICHUNGEN

(Actualisée au / Stand : 19. 09. 2020)

I- MONOGRAPHIE

Le transfert conventionnel de propriété – Essai sur le mécanisme translatif à la lumière des droits français et allemand, thèse de doctorat, Bibliothèque de droit privé t. 555, LGDJ 2014.

II- ARTICLES / AUFSÄTZE

A- EN LANGUE ALLEMANDE (ALLEMAGNE ET AUTRICHE) / IN DEUTSCHER SPRACHE (DEUTSCHLAND UND ÖSTERREICH)

5. „Grundsätze des neuen französischen Leistungsstörungsrechts“, in: Fl. Bien (dir.), 22. Würzburger Europarechtstage zur Reform des französischen Schuldrechts, Mohr-Siebeck 2017, à paraître.
4. „Die Haftung für Verkehrsunfälle nach französischem Zivilrecht“, *Zeitschrift für Verkehrsrecht* 2016, p. 429 et s.
3. „Akademische Entwürfe zur Reform des französischen Schadenersatzrechts“, *Juristische Blätter* 2016, p. 549 et s.
2. „Zum Verhältnis zwischen Grundbuchfunktionen und Leitprinzipien des Sachenrechts – Eine Darstellung am Beispiele des französischen Rechts“, in: A. Wudarski (Hrsg.), *Das Grundbuch im Europa des 21. Jahrhunderts*, Duncker & Humblot 2016, p. 617 et s.
1. „'Asset partitioning' beyond corporate law - Eine Studie zur Handlungsform des Einzelunternehmers mit beschränkter Haftung“ (avec J. W. FLUME), *Zeitschrift für europäisches Privatrecht* 2012/1, p. 128 et s.

B- EN LANGUE FRANÇAISE / IN FRANZÖSISCHER SPRACHE

18. « Le droit des obligations est-il la meilleure introduction au droit ? », in G. Viney, P. Jourdain et B. Lecourt (dir.), *Mélanges en mémoire du Professeur Suzanne Carval*, IRJS André Tunc (à paraître).
17. « Le droit des biens et l'article 716 du code civil », *Revue de droit d'Assas* 2020/20, à paraître.
16. « Prendre la Constitution au sérieux – Regard franco-allemand sur l'enchevêtrement des discours juridique et politique au prisme de la proportionnalité », *D.* 2020, p. 1525 et s.
15. « La responsabilité civile du notaire comme curseur des enjeux contemporains de la profession », *RLDC* 2020 n°3, p. 29 et s. in : A. Hyde et J. Dubarry, *La responsabilité civile des professionnels du droit*, *RLDC* 2020 n°3 p. 19 et s.

14. « Du droit allemand en droit français : les difficultés du régime matrimonial optionnel de participation aux acquêts », RJPJF numéro spécial décembre 2019, colloque *L'étranger dans le contentieux familial*, p. 26 et s.
13. « L'hypothèse de la norme jurisprudentielle », in J.-Fr. Césaro et A. Martinon, *Mélanges en l'honneur du Professeur Bernard Teysse*, Lexisnexis 2019, p. 761 et s.
12. « Modernisation de la publicité foncière : un retour vers le futur ? », *Solution Notaires* 2019/5, p.16 s.
11. « Les résonnances contemporaines du discours d'Ortolan », rapport de synthèse du colloque *Joseph Louis Elzéar Ortolan : juriste toulonnais, français et européen* (Toulon, 16/17 nov. 2017), *Rev. hist. fac. droit* 2018/38, p. 499 et s.
10. « Du pouvoir de disposer de la chose d'autrui en droit civil français. Variations sur un thème du droit de la vente », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Claude Witz*, Lexisnexis 2018, p. 279 et s.
9. « Le droit réel de jouissance spéciale et la copropriété » (avec V. Streiff), in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, *Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière* 2018/3 p. 33 et s.
8. « Les conséquences de la consécration du droit réel de jouissance spéciale en droit des servitudes », in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, *Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière* 2018/3 p. 28 et s.
7. « L'avènement du droit réel de jouissance spéciale », in J. Dubarry, *Osez les droits réels de jouissance spéciale*, *Revue Actes pratiques et ingénierie immobilière* 2018/3 p. 7 et s.
6. « Le style des conclusions en matière civile », Dossier sur les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation de 1790 à nos jours, *Journal spécial des sociétés*, 2017/70 p. 11 et s.
5. « Le régime du droit réel de jouissance spéciale », *Revue Notaires Vie professionnelle (NVP)*, n°324 (mai-juin 2017), p. 16 et s.
4. « Les pénalistes parlent-ils la même langue que les civilistes ? – Regards croisés sur la chose et le bien », in : S. Guinchard, Fr. Ferrand et D. Rebut, *Entre tradition et modernité : le droit pénal en contrepoint*, *Mélanges en l'honneur du Professeur Yves Mayaud*, Dalloz 2017, p. 167 et s.
3. « L'éviction du contrat de travail pour l'artiste amateur : un horizon chimérique ? », *D.* 2016, p. 794 et s.
2. « L'illusion allemande d'un droit des biens autonome », in : L. Andreu (dir.), *Liberté contractuelle et droits réels*, coll. *Colloques & Essais*, LGDJ/Inst. Univ. Varenne, coll. „Colloques et Essais“ 2015, Vol. 16, p. 29 et s.
1. « Patrimoine + Publicité = Responsabilité limitée. Une démystification de l'EIRL » (avec J. W. FLUME), *Revue Lamy Droit civil* 2011/85, p. 59 et s.

III- COMMENTAIRES / ANMERKUNGEN

A- JURISPRUDENCE GÉNÉRALE / ENTSCHIEDUNGSANMERKUNGEN

33. « Le cheval qui défiait les juges sur sa garde », note sous Cass. civ. 2^{ème} 16 juillet 2020, n° 19-14678, *Gazette du Palais* 2020, à paraître.
32. « Aspects procéduraux et matériels de l'action en nullité contre une donation de somme d'argent intentée par un héritier du donateur commun en biens » (avec Cl.-M. Péglion-Zika), note sous Cass. civ. 1^{ère} 6 novembre 2019, n° 18-23913, RJPJF 2020/2, p. 5 et s.

31. « Comment cantonner le domaine des droits réels de jouissance spéciale pour préserver celui des autres droits réels ? », note sous Cass. civ. 3^{ème} 6 juin 2019, n° 18-14547, D. 2019, p. 1689 et s.
30. « Deux hommes et un trésor : cherchez l'inventeur ! », obs. sous CA Orléans, 1^{er} juillet 2019, RG n°17/03292, JCP N 2019, 723.
29. « Et si le testament-partage était un testament (presque) comme un autre ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 5 décembre 2018, n°17-17493, JCP N 2019, 1132.
28. « Une note d'urbanisme lacunaire n'excuse pas le notaire d'ignorer un arrêté préfectoral publié ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 14 février 2018, n°16-27263, JCP G 2018, 272 & JCP A 2018, 280.
27. « L'ambivalence de la publicité foncière française s'accommode-t-elle d'une affirmation péremptoire sur la responsabilité du service qui en modifie les mentions ? », note sous Cass. civ. 3^{ème} 18 octobre 2018, n°17-26734, D. 2018 p. 2468 et s.
26. « Fallait-il lire les promesses d'embauche au prisme du nouveau droit commun des contrats ? », (avec B. Bauduin) note sous Cass. soc. 21 septembre 2017, n°16-20103 et n°16-20104 (2 arrêts), D. 2017 p. 2289 et s.
25. « Empiètement et proportionnalité : point d'équilibre ou de rupture ? », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 10 novembre 2016, n°15-25113 et n°15-19561, JCP G 2016, 1271.
24. « *Vade-mecum* du droit réel de jouissance spéciale » (avec V. Streiff), note sous Cass. civ. 3^{ème} 8 septembre 2016, *Maison de Poésie II*, n°14-26953, JCP N 2016, 1294.
23. „Das Schicksal des eigenen Lebens in fremden Händen“, note sous CEDH 5 juin 2015, *Lambert c. France*, Req. n°46043/14, *Zeitschrift für europäisches Privatrecht* 2016, p. 736 et s.
22. « L'assignation, fait générateur de la créance de contribution à la dette ? », obs. sous Cass. com. 13 octobre 2015, n°14-10664, AJCA 2015, p. 519 et s.
21. « Le respect du droit moral d'un auteur disparu peut-il justifier une atteinte à la liberté du metteur en scène ? », note sous CA Paris (pôle 5 ch. 1) 13 octobre 2015, *Bernanos c. Tcherniakov et al.*, RG n°14/08900, D. 2015 p. 2548 et s.
20. « La dénonciation de la promesse unilatérale devant le juge administratif : pas d'exécution forcée ! », obs. sous CE 2 avril 2015, *Cne de Case-Pilote*, n°364539, AJCA 2015/6, p. 320 et s.
19. « L'application dans le temps de la contrainte pénale », obs. sous Cass. crim. 14 avril 2006, n°14-84473 et 15-80858, JCP G 2015, 497.
18. « Précisions sur le droit de jouissance spéciale », note (avec M. JULIENNE) sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°14-10013, JCP N 2015, 1083.
17. « Le mariage pour tous au nom de l'ordre public international de proximité ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°13-50059, RJPF 2015/2 p. 20.
16. « Force majeure et troubles du voisinage : une tempête dans un verre d'eau ? », (avec Ch. DUBOIS), note sous Cass. civ. 3^{ème} 10 décembre 2014, n°12-26361, D. 2015 p. 362 et s.
15. « Une école privée peut interdire aux parents le port d'un signe religieux dans son enceinte », obs. sous TGI Tarbes ord. réf. 23 décembre 2014, RG n°14/00278, JCP G 2015, 25.
14. « Clause compromissoire, ensemble contractuel et fondement de la demande : retour aux racines civiles de l'arbitrage », note sous Cass. civ. 1^{ère} 9 juillet 2014, n°13-17495, AJCA 2014, p. 329 et s.

13. « Hiérarchiser n'est pas choisir : du bon usage de l'option entre actions estimatoire et rédhibitoire en présence d'un vice caché », note sous Cass. civ. 3^{ème} 25 juin 2014, n°13-17254, JCP G 2014, 1035.
12. « Un contrat de courtage encourt la nullité pour absence de cause s'il ne procure aucun service effectif », obs. sous Cass. com. 24 juin 2014, n°12-27908, AJCA 2014, p. 280 et s.
11. « La cession de l'intégralité des parts sociales n'empêche pas cession d'une position contractuelle de la société », obs. sous Cass. com. 3 juin 2014, n°13-21345, AJCA 2014, p. 228 et s.
10. « QPC portant sur l'interprétation d'une disposition législative et stratégie contentieuse », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 juin 2014, n°14-40023, JCP G 2014, 743.
9. « Obligation et contribution à la dette : quelle place pour les parts de marché dans la mise en œuvre de la responsabilité civile ? », note sous TGI Nanterre 10 avril 2014 (RG n°12/12349), JCP G 2014, 678.
8. « L'imprévisible sanction de l'imprévision par la caducité du contrat suite à la disparition de sa cause », obs. sous Cass. com. 18 mars 2014, AJCA 2014/2, p. 78 et s.
7. « Une relecture hasardeuse du droit des biens à partir de la responsabilité civile du notaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 septembre 2013, D. 2013, p. 2507 et s.
6. « Du succès d'une action en revendication postérieure à un bornage amiable », obs. sous Cass. civ. 3^{ème} 23 mai 2013, JCP G 2013, 668.
5. « Liberté contractuelle et droits réels » (avec M. JULIENNE), note sous Cass. civ. 3^{ème} 31 octobre 2012, *Maison de Poésie*, n°11-16304, RLDC 2013/101, p. 7 et s.
4. « Questions naïves sur la règle de non-option entre responsabilités contractuelle et délictuelle », note sous Cass. civ. 1^{ère} 28 juin 2012, n°10-28492, JCP G 2012, 1069.
3. « Compensation for emotional Distress ? Human Sentiments challenging Tort Law Principles », perspectives françaises sous OGH (Cour de cassation autrichienne) 12 avril 2011, *European Review of Private Law* 2012/2, p. 629 et s.
2. « Les règles du jeu de la concurrence », note sous Cass. com. 4 octobre 2011, LPA 2012/53, p. 8 et s.
1. « Mariage et transsexualisme : premier temps d'une nouvelle valse-hésitation », note sous TGI Brest 15 décembre 2011, JCP G 2012, 100.

**B- CHRONIQUE DE REGIMES MATRIMONIAUX (REVUE JURIDIQUE PERSONNES & FAMILLE) /
MONATLICHE CHRONIK « EHEGÜTERRECHT »**

1°) Notes / Entscheidungsanmerkungen

25. « Clause de contribution aux charges du mariage : la procédure et le fond en miroir », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 mai 2020, n° 19-11144, RJPF 2020/9, à paraître.
24. « Le juge et le notaire : quand l'exigence de méthode simplifie la motivation et le manque de cohérence oblige à indemnisation », note sous CA Montpellier, 6 février 2020, RG n°16/01356, RJPF 2020/4, p. 33 et s.
23. « Possibilité d'aménagement contractuel de la participation aux acquêts et exigence de pédagogie notariale », note sous Cass. civ. 1^{ère} 26 février 2020, n° 18-25115, RJPF 2020/4, p. 32 et s.
22. « Participation aux acquêts : le divorce emporte révocation de plein droit d'une clause d'exclusion des biens professionnels ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 18 décembre 2019, n° 18-26337, RJPF 2020/2 à paraître.

21. « Financement d'un immeuble indivis à usage familial et obligation de contribuer aux charges du mariage : (r)évolution en vue ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2019, n°18-20828, RJPF 2019/12, p. 22 et s.
20. « Précision sur la qualification de propre par accessoire et de partage de communauté frauduleux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 juillet 2019, n°18-20235, RJPF 2019/10, p. 43 et s.
19. « La clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant vidant le patrimoine du défunt ne dispense pas d'ouvrir la succession ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 avril 2019, n°18-13890, RJPF 2019/5, p. 27 et s.
18. « Le JAF partage son pouvoir de qualification des biens avec le TGI et devrait intégrer les créances antérieures au mariage à la liquidation du régime ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 19 décembre 2018, n°17-27145 et 30 janvier 2019, n°18-14150, RJPF 2019/3, p. 28 et s.
17. « Remboursement d'un prêt contracté sans le consentement de l'époux et attribution de la communauté au conjoint survivant : quels débiteur(s) et biens saisissables ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 5 décembre 2018, n°16-13323, RJPF 2019/1, p. 31 et s.
16. « Le notaire doit-il mettre les futurs époux en garde contre l'adoption d'un certain (type de) régime matrimonial ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2018, n°16-19619, RJPF 2018/11, p. 30 et s.
15. « Disproportion du cautionnement souscrit par un époux commun en biens avec le consentement du conjoint : solution constante, motivation irritante ! », note sous Cass. com. 6 juin 2018, n°16-26182, RJPF 2018/5, p. 29 et s.
14. « Le régime primaire est-il vraiment impératif ? Quand les statuts d'une SCI évincent l'article 215, alinéa 3, du Code civil », note sous Cass. civ. 1^{ère} 14 mars 2018, n°17-16482, RJPF 2018/5, p. 33 et s.
13. « Disproportion du cautionnement ? Prise en compte des biens non engagés de la caution ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 15 avril 2017, n°16-10504, RJPF 2017/3, p. 31 et s.
12. « L'article 1403, alinéa 2, du Code civil n'est pas d'ordre public... vraiment ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 septembre 2017, n°16-23684, RJPF 2017/11, p. 28 et s.
11. « L'influence du régime matrimonial de la caution sur l'appréciation de la disproportion de son engagement », note sous Cass. civ. 1^{ère} 22 février 2017, n°15-14915, RJPF 2017/4, p. 33 et s.
10. « Nullité d'une convention d'adoption de communauté universelle et action en retranchement : pas de concentration des prétentions ! », note sous Cass. civ. 1^{ère} 7 décembre 2016, n°16-12216, RJPF 2017/2, p. 34 et s.
9. « Avocat-expert non assermenté et ingratitude contre une personne morale dirigée par le donateur », note sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, n°15-25879, RJPF 2016/12, p. 30 et s.
8. « Application dans le temps de la loi du 26 mai 2004 et sort des avantages matrimoniaux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 6 juillet 2016, n°15-16408, RJPF 2016/10, p. 28 et s.
7. « Jouissance privative du logement conjugal et indemnité d'occupation : quand le droit du divorce perturbe celui d'indivision », note sous Cass. civ. 1^{ère} 11 mai 2016, n°15-15837, RJPF 2016/7-8, p. 29 et s.
6. « La frontière entre participation aux acquêts et communauté légale à l'épreuve d'une acquisition immobilière par un indivisaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 31 mars 2016, n°14-24556, RJPF 2016/6, p. 29 et s.
5. « Partage de l'indivision provoqué par un créancier personnel de l'indivisaire », note sous Cass. civ. 1^{ère} 13 janvier 2016, n°14-29534, RJPF 2016/3, p. 31 et s.
4. « La qualification de bien propre est-elle à la disposition des époux ? », note sous Cass. civ. 1^{ère} 23 septembre 2015, n°14-20168, RJPF 2015/11, p. 22 et s.

3. « Soulte consécutive à l'attribution préférentielle d'un bien indivis et révocation d'une donation entre époux », note sous Cass. civ. 1^{ère} 10 juin 2015, n°14-15615, RJPF 2015/9, p. 32 s.
2. « Acquisition immobilière indivise et fiction de contribution aux charges du mariage », note sous Cass. civ. 1^{er} avril 2015, n°14-14349, RJPF 2015/6, p. 28 s.
1. « Loi applicable au régime matrimonial et détermination de la volonté hypothétique des époux », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°14-11273, RJPF 2015/4, p. 27 et s.

2°) Brèves / kurze Entscheidungsanmerkungen

33. « Clause d'exclusion des biens professionnels en participation aux acquêts : celui qui attend n'est pas pressé ! », Réponse ministérielle à QE n°14362 (JO Sénat 28 mai 2020 p. 2446), RJPF 2020/9, à paraître.
33. « Tout apport à la communauté n'appauvrit pas une masse propre ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2019, n°18-20430, RJPF 2019/12, p. 24.
32. « Affectation des sommes prélevées sur la communauté par un époux : information à première demande ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 11 juillet 2019, n°18-21574, RJPF 2019/10, p. 46.
31. « Étendue de la créance de salaire différé et subsidiarité de l'action de in rem verso », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 29 mai 2019, n°18-18376, RJPF 2019/7-8, p. 47.
30. « La protection du logement démembré n'est plus assurée après le décès du conjoint ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mai 2019, n°18-16666, RJPF 2019/7-8, p. 47.
29. « Du nouveau sur la portée de la clause de contribution quotidienne aux charges du mariage en cas d'acquisition immobilière ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 20 mars 2019, n°18-14571, RJPF 2019/5, p. 29.
28. « L'article 215, alinéa 3 serait applicable à une demande en partage de bien indivis », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 avril 2019, n°18-15177, RJPF 2019/5, p. 29.
27. « Non-paiement de l'indemnité de jouissance privative : motif possible d'expulsion de l'indivisaire occupant par le juge des référés », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 30 janvier 2019, n°18-12403, RJPF 2019/3, p. 31.
26. « Retrancher n'est pas partager : de la distinction entre régime matrimonial et succession », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 décembre 2018, n°18-10244, RJPF 2019/3, p. 31.
25. « Gage du créancier d'un époux marié avec clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint : les propres dévolus par succession aussi ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 3 octobre 2018, n°17-21231, RJPF 2017/9, p. 28.
24. « Contradiction et clause de contribution journalière aux charges du mariage : une cassation pour la gloire ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 27 juin 2018, n°17-18110, RJPF 2018/9, p. 31 et s.
23. « Peut-on changer de régime matrimonial par simple accord procédural ? », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 4 juillet 2018, n°17-21635, RJPF 2018/9, p. 31.
22. « Peut-on concevoir une instance sans juge ? L'instance en partage à l'épreuve d'une interruption de prescription », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 avril 2018, n°16-28686, RJPF 2018/5, p. 36.
21. « Un occupant sans titre ne peut revendiquer la protection de l'article 215, alinéa 3 du Code civil contre un tiers propriétaire », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 février 2018, n°17-10367, RJPF 2018/5, p. 35 et s.
20. « Restitution d'une somme indûment perçue par un époux après la séparation d'un couple en instance de divorce : compétence exclusive du JAF ! », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 12 juillet 2017, n°16-20482, RJPF 2017/9, p. 28.

19. « Appréciation de la fraude justifiant l'annulation d'une convention d'apport en communauté de parts d'une SCI propres à un époux », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mars 2017, n°16-10601, RJPF 2017/6, p. 38.
18. « Brèves remarques sur le recel de communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 22 mars 2017, n°16-12821, RJPF 2017/6, p. 37.
17. « Le juge du divorce n'est pas tenu de désigner un notaire pour liquider une communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 1^{er} février 2017, n°16-11396, RJPF 2017/4, p. 36.
16. « Irrecevabilité d'une demande dont le fondement était apparu avant le rapport du juge tranchant les (autres) difficultés liquidatives », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 7 décembre 2016, n°15-27576, RJPF 2017/2, p. 37.
15. « Calcul de la récompense due au titre d'un achat immobilier et impossibilité morale de prouver par écrit l'existence d'un prêt », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, RJPF 2016/12, p. 33.
14. « Nature de l'indemnité de jouissance de l'article 815-9 du code civil », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 19 octobre 2016, n°15-25329, RJPF 2016/12, p. 33.
13. « L'impossible remise en cause du projet d'état liquidatif accepté sans réserve par des époux informés », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 6 juillet 2016, n°15-19056, RJPF 2016/10, p. 30.
12. « L'activité personnelle de l'indivisaire gérant n'est pas une dépense d'amélioration au sens de l'article 815-13 du code civil », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 13 juillet 2016, n°15-21985, RJPF 2016/10, p. 30.
11. « Assurance-vie souscrite au bénéfice de l'époux commun en biens : pas de réintégration à la communauté du capital constitué par les deniers communs », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 25 mai 2016, n°15-14737, RJPF 2016/7-8, p. 31.
10. « Du devoir de statuer sur l'attribution préférentielle d'un bien même en l'absence d'information sur sa valeur », Cass. civ. 1^{ère} 16 mars 2016, n°15-14822, RJPF 2016/6, p. 31.
9. « Recevabilité d'une prétention nouvelle en appel dans le cadre d'une action en partage », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 27 janvier 2016, n°14-29937, RJPF 2016/3, p. 33.
8. « Inapplicabilité du régime des créances entre époux en cas de paiements postérieurs à la dissolution de la communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 4 novembre 2015, n°14-11845, RJPF 2016/1, p. 29.
7. « L'absence d'influence du régime matrimonial sur le jeu de la compensation », obs. sous Cass. civ. 25 novembre 2015, n°14-14003, RJPF 2016/1, p. 28.
6. « L'influence du régime matrimonial sur l'appréciation de la disproportion du cautionnement », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 25 novembre 2015, n°14-24800, RJPF 2016/1, p. 28.
5. « Inégalité du partage résultant des modalités de paiement de la prestation compensatoire et devoir de conseil du notaire », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 9 juillet 2015, n°14-17666, RJPF 2015/11, p. 24.
4. « L'indivision comme régime matrimonial de substitution », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 10 juin 2015, n°14-14599, RJPF 2015/9, p. 33.
3. « La prestation compensatoire n'est pas une liquidation anticipée de la communauté ! », obs. sous CA Bastia, 1^{er} avril 2015, RG n°13/00825, RJPF 2015/6, p. 30.
2. « Lésion : le remboursement d'une dette commune pris en charge par un époux fait partie du passif de la masse partageable », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 18 mars 2015, n°14-10730, RJPF 2015/6, p. 30.
1. « Du paiement d'une dette commune postérieur à la dissolution de la communauté », obs. sous Cass. civ. 1^{ère} 28 janvier 2015, n°13-28493, RJPF 2015/4, p. 28

C- CHRONIQUE DE DROITS ETRANGERS (REVUE JURIDIQUE PERSONNES & FAMILLE, DIRECTION A COMPTE DE JANVIER 2018) / MONATLICHE CHRONIK « AUSLÄNDISCHES RECHT » (LEITUNG AB JANUAR 2018)

11. « Droit au nom vs abolition de la noblesse : équilibre entre réalité historique et apparence sociale », obs. sous VfGH 2 mars 2020, n^{os} E 4050/2019 et E 4590/2019, RJPF 2020/4, p. 43 et s.
10. « Le beau-parent n'est pas un « membre de la famille » au sens du droit de la circulation des personnes », note sous OGH 21 janvier 2020, n^o10 Obs 169/19d, RJPF 2020/4, p. 43.
9. « Peut-on compenser le manque d'investissement d'un père dans l'exercice de son droit de visite par une augmentation de l'obligation alimentaire ? », obs. sous OGH 25 septembre 2019, n^o1 Ob 107/19w, RJPF 2020/1, p. 52.
8. « La photocopie d'un testament manuscrit annotée de la main du testateur constitue-t-elle un testament olographe valable ? », note sous OGH 25 juillet 2019, n^o2 Ob 19/19m, RJPF 2020/1, p. 49 et s.
7. « Suspension du droit de visite : droit du père contre volonté de l'enfant ? », obs. sous OGH 24 juillet 2019, n^o8 Ob 57/19v, RJPF 2020/1, p. 51 et s.
6. « La séparation du couple fait-elle présumer la révocation des libéralités consenties à cause de mort ? », obs. sous OGH 29 avril 2019, n^o2 Ob 192/18a, RJPF 2020/1, p. 51.
5. « Modification implicite d'une clause bénéficiaire d'assurance-vie par testament », obs. sous OGH 26 septembre 2018, n^o7 Ob 136/18b, RJPF 2019/4, p. 49.
4. « Le père étudiant débiteur d'aliments ne paiera qu'à compter de la fin de ses études ! », obs. sous OGH 25 octobre 2018, n^o6 Ob 157/18h, RJPF 2019/4, p. 47 et s.
3. « Défaut d'anonymisation d'une décision de justice : aucun examen de l'atteinte aux droits de la personnalité », obs. sous OGH 21 mars 2018, n^o1 Ob 22/18v, RJPF 2019/4, p. 47.
2. « État civil : reconnaître l'intersexualité au nom de la vie privée ! », note sous VerfGH 14 mars 2018, n^oE-2918/2016-29 et 15 juin 2018, n^oG-77/2018/9, RJPF 2019/2, p. 49 et s.
1. « Le veuf et l'orphelin : À quel moment s'apprécie le lien familial pour la réparation du préjudice matériel consécutif au décès d'un proche ? », note sous OGH (Cour de cassation autrichienne) 4 mai 2017, n^o5Ob41/17s, RJPF 2018/1, p. 50 et s.

D- AVIS DU PARQUET GÉNÉRAL DE LA COUR DE CASSATION / STELLUNGNAHMEN DER GENERALSTAATSANWALTSCHAFT BEIM KASSATIONSHOF

4. « Question prioritaire de constitutionnalité : quel degré d'interventionnisme du juge dans les choix du législateur ? », commentaire de l'avis de l'avocat général Michèle Salvat dans l'affaire de la copropriété du parc Corot, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 57 et s.
3. « De l'influence de la faute de la victime sur la responsabilité civile du gardien d'un automobile », commentaire de l'avis de l'avocat général Lucien Charbonnier dans l'affaire *Desmares*, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 193 et s.
2. « L'altérité sexuelle dans le couple marié du Code Napoléon », commentaire de l'avis de l'avocat général Marc Domingo dans l'affaire des mariés de Bègles, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 381 et s.
1. « Convention internationale et réserve d'ordre public : quel statut pour le mariage pour tous à la française ? », commentaire de l'avis de l'avocat général Jean-Dominique Sarcelet dans l'affaire des

mariés de Chambéry, in : R. Salomon (dir.), *Les grandes conclusions du Parquet général de la Cour de cassation*, éd. Panthéon-Assas, 2017, p. 401 et s.

IV- RECENSIONS D'OUVRAGES ETRANGERS (REVUE TRIMESTRIELLE DE DROIT CIVIL) / REZENSIONEN

3. Cl. FRANCOIS, *L'acte juridique irrégulier efficace*, RTD civ. 2018, p. 769 et s.
2. J. PANNEMANN, *Der deutsch-französische Güterstand der Wahlzugewinnungsgemeinschaft – ein Modell für Europa ?*, RTD civ. 2018, p. 516 et s.
1. B. HÄCKER, *Consequences of impaired Consent Transfer, A Structural Comparison of English and German Law*, RTD civ. 2016, p. 715 et s.

V- AUTRES / SONSTIGES

3. *In memoriam* Suzanne Carval (avec S. Nérot et J. Ortscheidt), JCP G 2018, 944.
2. « Yves Mayaud : un juriste tout en nuances ! » (avec Ch. Dubois et M. Bouchet), *Revue de droit d'Assas* n°12, p. 5 et s.
1. « La vision allemande du cours magistral à l'Université » [Dossier « Des idées pour l'Université »], *Revue de droit d'Assas* n°11, p. 28 et s.